

M. Epp: Voilà trois fois que vous le dites, vous devez vraiment le croire.

M. Stollery: Néanmoins, il y a certains points que je comprends aussi bien que la plupart des Canadiens. Je crois qu'il est juste de dire qu'aujourd'hui, à la Chambre des communes du Canada, le parti progressiste conservateur a lancé une journée contre l'Inde.

Des voix: Oh!

M. Stollery: Il est précisé dans la motion...

M. Paproski: Honte à vous!

M. Guay (Saint-Boniface): Très juste!

M. Stollery: Je n'aimerais pas m'aligner au point de vue de ceux qui semblent ignorer le fait qu'il existe une crise mondiale de l'énergie, et que le coût de l'énergie dans les pays en voie de développement s'est multiplié par huit depuis 1970. Je ne voudrais pas non plus m'associer à ceux qui estiment que la situation confortable du Canada lui permet de décréter qui aura de l'énergie et qui devra s'en passer.

Je trouve insultant que l'auteur de la motion affirme sa supériorité aux dépens des pays sous-développés et des pays en voie de développement et que d'un ton tranchant, il nous déclare qu'il se fera fort de faire savoir à nos électeurs notre manière de voter sur cette question. C'est pourtant ce qu'il a déclaré. Je suis heureux de l'informer que les électeurs de ma circonscription ne seront pas fâchés d'apprendre que je ne tiens pas à lui prendre le bâton des mains pour battre des gens, dont beaucoup vivent encore en économie vivrière, tout cela parce que le député de Northumberland-Durham (M. Lawrence) est d'avis que les Indiens et autres pays en voie de développement n'ont pas le droit d'avoir de l'énergie à des prix raisonnables.

J'avoue que l'ancien chef de l'opposition a adopté une attitude beaucoup plus raisonnable, en ce qu'il a exprimé son inquiétude sincère sur la question. J'ai remarqué qu'une grande partie de son intervention semblait avoir été inspirée par un éditorial paru dans *The Economist* du 3 novembre 1974. J'avoue aux députés de l'autre côté que je lis moi-même *The Economist* de temps à autre, et j'espère que les députés d'en face continueront à chercher à s'informer un peu des événements mondiaux.

Certains ont posé la question de savoir si nous devions ou non vendre notre technique nucléaire à des pays instables. Quiconque sait lire entre les lignes comprendra ce que les députés d'en face veulent dire: que du point de vue du confort canadien, nous ne devrions pas vendre de technique nucléaire dans des conditions qui risqueraient de nous causer le moindre embarras.

● (2050)

Où sont donc tous ces régimes extraordinairement stables que recherchent les députés? Nous savons tous l'agitation qui règne dans une grande partie du monde à cause du colonialisme. Un article sur l'Afrique a paru dans la revue *The Economist*, et je sens dans cette motion un sentiment anti-noir, anti-africain. Comme l'Afrique est instable!

Une voix: Et l'Algérie?

M. Stollery: Nous ne vendons rien à l'Algérie. Elle a eu deux chefs d'État et connu un coup d'État manqué depuis 13 ans. Nous ne vendons rien au Nigeria parce qu'en 16 ans, ce pays a eu cinq chefs d'État différents, connu trois coups d'État réussis, un coup d'État manqué et traversé une guerre civile. Comme le Nigérien moyen a un revenu annuel de quelques centaines de dollars, nous ne voulons

Prolifération des armes nucléaires

vendre aucune de nos techniques à ce pays, ni lui donner la possibilité d'avoir une industrie compétitive. Il se pourrait que ce pays soit en mesure de produire de l'énergie à un coût raisonnable et soit ainsi à l'abri de la multiplication par huit du coût de l'énergie que connaissent la plupart des pays à l'heure actuelle. Nous ne pouvons donc pas conclure de marché avec le Nigeria, monsieur l'Orateur. Quant à l'Ouganda, pas question. Les Somalies ont eu trois gouvernements différents et un coup d'État. Il en va de même pour l'Éthiopie, le Soudan, le Tchad et la République de Haute-Volta. Les seuls pays africains auxquels nous pourrions vendre notre technique nucléaire avec l'approbation de l'opposition seraient la République d'Afrique du Sud et peut-être la Rhodésie, car ce sont des pays relativement stables. Il n'y aurait donc absolument rien à redire si le gouvernement du Canada concluait une sorte d'accord avec les Rhodésiens!

Bien des Canadiens se préoccupent des problèmes qui découlent de l'énergie nucléaire. Le député d'Edmonton-Strathcona (M. Roche) a souligné un certain nombre de points qui n'ont aucun rapport avec la motion à l'étude mais plutôt avec les problèmes liés à l'énergie nucléaire. La motion demande en effet pourquoi nous vendons notre technologie au tiers monde, et elle cite l'Inde en exemple. Le député a également parlé des hommes de science américains qui ont eu du mal à déterminer les conséquences écologiques de l'énergie nucléaire. Il me semble que ces deux arguments sont tout à fait différents et n'ont aucun rapport entre eux.

Il est regrettable, je crois, que la motion soit ainsi conçue. Elle vise importunément un seul pays, une seule région du monde. Nous devrions plutôt débattre la question suivante qui se pose en réalité: L'énergie nucléaire est-elle effectivement une énergie pratique et sûre? Malheureusement la motion n'en parle pas.

Si ma mémoire est fidèle, les discours des honorables vis-à-vis portaient sur les Indiens, les Pakistanais, les Coréens du Sud, les Iraniens, gens qui mènent une vie un peu différente de la nôtre. La plupart de ces remarques laissaient entendre que nous savons ce qui convient à ces gens mieux qu'eux-mêmes. Ils ne peuvent le savoir parce qu'ils ne sont pas assez évolués. Telle est la thèse soutenue par l'opposition et je crois que nous devrions le souligner.

M. Paproski: Ce sont les principes libéraux.

M. Stollery: Je reconnais que je suis un libéral, et je n'en ai pas honte. Les députés de l'opposition ont pris bien soin de ne pas parler du collégien américain de Boston qui a expliqué à la télévision éducative comment fabriquer une arme nucléaire. On n'a rien à redire à propos de Boston; c'est un peu différent de l'Inde. L'Inde est loin de nous. Les députés de l'opposition ont également très commodément évité de parler des problèmes que pose la technologie nucléaire européenne.

Je leur demanderais donc de me dire ce qui arriverait si on construisait une centrale nucléaire en Californie, là où il y a une faille de l'écorce terrestre, et que toute cette sacrée affaire explosait? On n'a rien entendu à ce propos. Tout ce qu'on a entendu, ce sont des députés qui ont pris la parole pour dire aux autres peuples qui vivent dans les pays du Tiers-Monde qu'ils savent mieux qu'eux ce qu'il leur faut. Je vais certainement me prononcer contre cette motion ce soir, et j'espère que mes collègues feront la même chose.